

Où sont les mesures innovatrices, où est la détermination destinée à convaincre les Canadiens qu'il vaut mieux se serrer la ceinture maintenant pour assurer de meilleures perspectives et un meilleur avenir? Les pays les plus prospères sont ceux qui ont établi des stratégies industrielles prévoyantes. Où est celle du Canada? Nous devrions redoubler d'effort pour élargir notre base technologique et favoriser la recherche dans les universités, mais voilà que le gouvernement a décidé de réduire ses cotisations à l'enseignement postsecondaire.

**Mme Mailly:** Ce n'est pas vrai.

**Mlle Nicholson:** Nous devrions nous efforcer d'élever notre niveau de vie en accroissant la productivité pour relever le défi de la concurrence. Au lieu de cela, on ampute les budgets des universités et on réduit les programmes de développement industriel et régional. En ce qui concerne le niveau de vie, il ne pourra que souffrir de la réduction du pouvoir d'achat imposée aux Canadiens à faible et moyen revenus.

Le gouvernement ne parle que d'austérité, mais cela ne l'empêche pas de renflouer des banques, d'accorder des dégrèvements fiscaux aux grandes sociétés et des exemptions sur les gains en capital qui canaliseront l'épargne dans des secteurs non producteurs. N'ayant pas de politique industrielle propre, il a dépensé des milliards de dollars en mesures qui ne feront pas grand-chose pour redonner du dynamisme à l'économie et affermir la reprise.

Notre ressource la plus précieuse demeure notre capital humain. Pourtant, dans le dernier budget, on ne souffle mot ni des jeunes, ni du fort taux de chômage qui les afflige. On ne dit pas un traître mot des étudiants prometteurs qui ont de plus en plus de mal à poursuivre leurs études postsecondaires.

Comme le gouvernement réduit ses transferts directs aux provinces au titre de l'enseignement postsecondaire . . .

**Mme Mailly:** Ce n'est pas vrai.

**Mlle Nicholson:** . . . les universités sont forcées de relever leurs frais de scolarité et les étudiants brillants, mais peu fortunés ont du mal à payer leurs études. J'ai reçu un grand nombre de lettres de jeunes et de parents qui disaient avoir de plus en plus de mal à payer les études postsecondaires. Les emplois d'été se font de plus en plus rares, mais le gouvernement trouve le moyen de réduire les programmes de création d'emplois.

**M. Dick:** Quand?

**Mlle Nicholson:** Alors que nous devrions faire l'impossible pour aider nos jeunes gens brillants et créateurs à s'instruire, qu'ils soient de familles riches ou pauvres, le gouvernement semble dénué de tout sentiment.

Comme bien d'autres députés souhaitent parler de cette mesure, je réserve mes commentaires pour un prochain débat sur le budget. Je tiens seulement à rappeler que le document budgétaire déposé avant-hier repose sur deux hypothèses qui se vérifieront ou non.

On suppose un prix du pétrole de \$22.50 le baril, qui semble avoir peu de chance de se réaliser, de sorte que de nombreuses autres prévisions sur lesquelles se fonde le texte risquent de ne pas se concrétiser. On suppose des taux d'intérêt qui s'avèreront peut-être optimistes. Si effectivement les prévisions du gouvernement ne se réalisent pas, nous allons certainement voir la ministre revenir avec un nouveau projet de loi prévoyant un pouvoir d'emprunt supplémentaire.

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

Dans l'intérêt du pays, tout le monde espère évidemment que les mesures annoncées dans ce budget insipide et sans imagination se réaliseront, mais ce que nous avons vu jusqu'à présent ne nous incite vraiment pas à l'optimisme.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis).

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, nous ne sommes pas tout à fait prêts à voter.

**M. Rodriguez:** Absolument pas.

**Mme McDougall:** Pourquoi pas?

**M. Riis:** Parce que nous avons quelques commentaires que nous aimerions faire.

Il a été très intéressant de voir la ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall) prendre la parole pour présenter le projet de loi C-99 demandant à la Chambre des communes de consentir à un pouvoir d'emprunt de 22.6 milliards de dollars. C'est très bien. Tous les députés de la Chambre souhaitaient depuis longtemps que le pouvoir d'emprunt soit demandé immédiatement après la présentation du budget. Le gouvernement a certes pris là une excellente initiative. Il a fait ce qu'il fallait faire, quelque chose que l'opposition demandait depuis des années mais que les gouvernements libéraux s'étaient refusés à faire pendant des années et des années. Je lui dis donc bravo, mais très franchement, cela s'arrête là.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Riis:** Disons franchement, monsieur le Président, qu'il est très important que les gens puissent avoir sous les yeux l'ensemble des mesures. La ministre d'État aux Finances nous a raconté des histoires plutôt singulières. Ça me rappelait l'époque où je lisais des histoires à mes deux fils quand ils allaient se coucher. Ils aimaient bien les contes de fées etc . . . Ça les aidait à dormir mieux. Peut-être que cela ouvrait la porte à leur imagination quand ils s'endormaient. La ministre d'État a raconté aux députés et aux Canadiens qui nous écoutent et nous regardent aujourd'hui une petite histoire pour les endormir. «Voyez, nous disait-elle, comment notre gouvernement a suscité la confiance des Canadiens et du monde des investisseurs internationaux». En entendant cela, je me suis demandé s'il était bien nécessaire que je continue à écouter.

• (1240)

J'aurais juré plus tôt aujourd'hui que la valeur du dollar canadien était tombée à 69 cents américains. Il a baissé de plus de 2 cents depuis que le budget a été présenté il y a deux jours seulement. Voilà qui peut raisonnablement servir de thermomètre pour évaluer la santé du gouvernement et du ministre des Finances (M. Wilson). Je crois qu'ils sont atteints d'une fièvre à l'envers. Ce thermomètre filait allègrement sous les 69 cents américains. Il y a quelques semaines à peine, le gouverneur Bouey, l'ami du gouvernement, déclarait au comité des finances qu'il irait jusqu'à n'importe quelle extrémité pour soutenir la valeur du dollar, et il l'a fait, parce qu'il devait le faire.